

émetteur de cartes au monde. Le sens à donner à cette stratégie est politique. La maîtrise du système de paiements par l'État, aujourd'hui étudiée de près par les autorités russes, est considérée comme un outil au service d'une stratégie nationale de développement, et non comme un marché, une source de profit privée ou un instrument de satisfaction des consommateurs. De même, les bureaux d'historiques de crédit sont utilisés comme instrument de supervision individuelle des comportements économiques délictueux. Plus largement, cet ouvrage montre de façon convaincante et fine que l'occidentalisation des sociétés et des économies post-socialistes s'incarne différemment en fonction des idéologies nationales, des structures de marché et des jeux d'acteurs. Dans ce spectre, le rôle de l'État reste une variable essentielle.

## Référence

- Callon, M., 1998. *The Laws of the Markets*. Blackwell, Oxford.
- Fligstein, N., 2001. *The Architecture of Markets: An Economic sociology of Twenty-First Century Capitalist Societies*. Princeton University Press, Princeton.
- Guseva, A., 2008. *Into the Red: The Birth of the Credit Card Market in Postcommunist Russia*. Stanford University Press, Stanford.
- Polanyi, K., 1994. *The Great Transformation: Economic and Political Origins of our Time*. Beacon Press, Boston.
- Weber, M., 1922. *Economy and Society*. University of California Press, Berkeley.

Caroline Dufy  
*Sciences Po Bordeaux, 11, Allée Ausone, 33607 Pessac Cedex, France*  
 Adresse e-mail : [c.dufy@sciencespobordeaux.fr](mailto:c.dufy@sciencespobordeaux.fr)

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.013>

## **Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences, F. Jarrige. La Découverte, Paris (2014). 420 pp.**

Cet ouvrage de François Jarrige propose une description minutieuse d'un ensemble de critiques du développement technique, depuis les *luddites* anglais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'aux mouvements contemporains d'opposition à la technologie. L'auteur propose de réexaminer ce que l'histoire du progrès technique pourrait qualifier trop vite d'obstacles à la marche de la raison scientifique. Son adversaire, en effet, est l'histoire linéaire du progrès technique inéluctable, « neutre », auquel seuls « l'obscurantisme » ou « l'irrationalité » s'opposent. « Contrairement à ce qui est souvent affirmé, nous dit F. Jarrige, le rejet des machines ne relève pas de la simple déploration catastrophiste portée par des écrivains ou des élites culturelles aveuglées » (p. 92). Cette affirmation s'appuie sur deux arguments. D'une part, l'auteur met en avant les formes d'innovation « par le bas », en rendant compte par exemple de la sophistication des pratiques agricoles ou artisanales que la mécanisation se proposait de remplacer au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il utilise, d'autre part, un argument bien connu des adversaires du « modèle du déficit » : s'il y a opposition, ce n'est pas par déficit de compréhension, mais du fait d'une contestation générale des systèmes articulant techniques et organisations économiques, sociales et politiques.

L'extrême diversité des exemples étudiés — des protestations populaires contre les premières presses mécaniques, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, aux discours critiques de la technique apparus après les deux guerres mondiales ; des pratiques pédagogiques expliquant les bienfaits du progrès lors des expositions universelles aux multiples modes contemporains de « gouvernement de la

critique » par la gestion du risque et les dispositifs participatifs — contribue à un argument qui parcourt l'ensemble de l'ouvrage. Les oppositions aux techniques sont trop vite disqualifiées : elles sont pourtant « légitimes », fondées sur de « bonnes raisons » (p. 343) et n'ont rien d'irrationnel ni d'obscurantiste. En définitive, la permanence de la critique de la technique — sous ses trois formes de critiques morale, sociale et environnementale — suggère d'examiner à la fois les opérations de construction du récit du progrès fondées sur l'élimination de ces critiques, et les trajectoires techniques alternatives que ces opérations rendent impensables.

La richesse documentaire et la clarté de son argument général font de cet ouvrage une contribution importante à l'histoire des techniques. Elles vont de pair avec un positionnement qui soulève d'importantes questions. F. Jarrige met en évidence la permanence d'un mécanisme de critique de la technique, mais ce travail permet difficilement de questionner en profondeur les deux catégories principales de l'ouvrage, la technique et la critique. Dans ses descriptions, la « technique » regroupe un vaste ensemble d'entités, qu'elles aient trait au machinisme, aux grands systèmes techniques ou à l'organisation marchande. La « critique », quant à elle, regroupe un large ensemble d'oppositions, prenant la forme de la mobilisation sociale, de la production littéraire ou encore d'actes isolés de refus. Que les deux termes regroupent un grand nombre de situations n'enlève rien à leur force descriptive et analytique, mais leur usage particulier dans l'ouvrage a deux conséquences qui limitent la portée des arguments défendus.

Première conséquence : ni la notion de technique ni celle de critique n'est historicisée. Pourtant, chacune est inscrite dans des organisations politiques et, plus généralement, des systèmes de pensée, qu'elle contribue à produire. La permanence de la figure de la critique inviterait à s'atteler à un travail généalogique qui montrerait l'inscription des modes de raisonnement dans les opérations techniques et critiques. Le fait que l'ouvrage n'entreprenne pas ce travail va de pair avec la seconde conséquence de son positionnement. L'ouvrage sépare technique et critique, la première étant susceptible de gouverner la seconde. Il résulte de ce choix une asymétrie de perspective : dans la description proposée, seuls certains acteurs disposent de compétences critiques. Comment rendre compte alors de la distribution des critiques au sein même des systèmes techniques, des incertitudes sur les choix techniques ou des vives controverses au sein même du développement technique ? Plutôt que deux univers se faisant face, celui de la froide rationalité technique et celui de la mobilisation critique, ne faudrait-il pas considérer une série de problématisations des techniques *et* de leurs critiques ? Pensée ainsi, une histoire de la technique fondée sur l'analyse des contestations offrirait une porte d'entrée pour élaborer une véritable théorie de la critique — théorie à la fois des compétences critiques des acteurs et des formes de critique de la recherche en sciences sociales.

*Technocritiques* offre un matériau suffisamment riche pour montrer la possibilité de ces prolongements. En mettant en avant les différences dans le gouvernement du progrès technologique (entre, par exemple, la solution du confinement de l'ADN recombinant, émergeant de la conférence d'Asilomar aux États-Unis, et la multiplication des procédures participatives en Europe), l'ouvrage indique que le développement technique met en forme des organisations politiques diverses. Le rôle important des sciences sociales dans la problématisation de la technique depuis le xx<sup>e</sup> siècle apparaît par ailleurs dans l'ouvrage. Il invite à rendre compte de la variété des sites où s'élaborent les critiques de la technique, et donc à nuancer l'apparente uniformité des opérations critiques.

La richesse et la diversité du matériau rassemblé dans l'ouvrage invitent ainsi à considérer son argument central comme une première étape. La poursuivre nécessiterait de complexifier les hypothèses adoptées par l'auteur, mais c'est à ce prix que la réhabilitation des opposants de la

technique que propose le vaste panorama dépeint dans *Technocritiques* pourrait ouvrir la voie à une nouvelle façon d'écrire l'histoire et d'envisager la sociologie (de la) critique.

Brice Laurent

Centre de sociologie de l'innovation (CSI), UMR 9217 CNRS–Mines ParisTech,  
60, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris, France  
Adresse e-mail : [brice.laurent@mines-paristech.fr](mailto:brice.laurent@mines-paristech.fr)

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.014>

**L'eurosepticisme au sein du Parlement européen. Stratégies d'une opposition anti-système au cœur des institutions, N. Brack. Promoculture-Larcier, Windhof (2014). 342 pp.**

L'élection d'eurodéputés « eurosceptiques » au sein du parlement de Strasbourg en mai 2014 a été beaucoup évoquée par les médias et les commentateurs de l'actualité politique européenne. L'ouvrage de Nathalie Brack vient donc à point nommé pour apporter des éléments de connaissance, de réflexion et de discussion sur ces élus que l'auteur nomme « les opposants anti-système ». Car c'est là une des originalités de la perspective adoptée par N. Brack que de s'intéresser à des acteurs périphériques ou dominés dans l'institution, qui contribuent à politiser l'Union européenne « par la contestation ».

Issu d'une thèse en science politique, l'ouvrage propose tout d'abord une revue de littérature cohérente et informée, relative à la représentation, la représentativité sociale et politique, la théorie des rôles et l'eurosepticisme partisan. L'auteur défend une « approche substantive de la représentation » et reprend l'analyse « motivationnelle » des rôles parlementaires développée par Donald Searing (1994), qui met au centre de l'analyse les préférences et le plaisir que les représentants peuvent retirer de telle ou telle posture — un positionnement théorique également adopté par d'autres travaux francophones sur l'Assemblée nationale (Rozenberg, 2009) ou le Parlement européen (Navarro, 2009).

L'ouvrage s'appuie ensuite sur un matériel empirique conséquent et diversifié : 65 entretiens semi-directifs avec des eurodéputés « eurosceptiques », 29 entretiens avec des eurodéputés « non-euroseptiques », des observations, des données « socio-biographiques », une analyse qualitative du contenu des questions parlementaires et des votes, une analyse quantitative des votes de l'ensemble des députés de la sixième législature (2004-2009) sur les textes relatifs à l'intégration et à l'avenir de l'Union européenne (UE), une étude des discours des élus « eurosceptiques » lors des débats en séance plénière sur ces textes et des évolutions du règlement intérieur du Parlement depuis 1979.

Ces données, rassemblées de manière raisonnée, sont mobilisées pour mener une analyse de l'« eurosepticisme » au Parlement européen, ou plutôt des « eurosceptiques », en se focalisant sur les acteurs.

Ceux-ci sont identifiés au moyen d'une échelle d'« eurosepticisme », construite à partir des votes sur huit textes relatifs à l'avenir de l'UE et le processus d'intégration européenne. De la sorte, entre 2004 et 2009 puis entre 2009 et 2014, l'auteur circonscrit 20 % environ d'eurodéputés « eurosceptiques ». Ils se retrouvent principalement parmi les non-inscrits (dont les élus du Front national français), les membres des groupes conservateurs ELD (Europe libertés et démocratie, dont les membres du UKIP britannique, *UK Independence Party*) et ECR (Conservateurs et